En premier ce sont les scientifiques

Les phénomènes météorologiques inquiètent les scientifiques qui publient et lancent des alertes comme le rapport annuel sur l'action climatique mondiale publié par l'ONU. Le 27 novembre 2018, les Nations Unies publient un rapport alarmant qui montre le fossé grandissant entre les émissions de gaz à effet de serre réalisées et les objectifs de l'Accord de Paris. Les émissions sont reparties à la hausse, un constat dangereux et annonciateur de grands dérèglements qui auront des effets sur tout le monde vivant.
Des professionnels s'alarment du déclin du nombre d'espèces animales. Dans une étude publiée dans les Proceedings of the National Academy of Sciences (PNAS) en 2017, des chercheurs américains et mexicains alertent sur le recul massif de vertébrés sur Terre, à la fois en nombre d'animaux et en étendue.
Plusieurs mammifères qui se portaient bien il y a une ou deux décennies sont maintenant en voie de disparition. Par exemple : les guépards et les lions africains ont fortement diminué depuis 1993, en 2016 il n'y a plus que 7000 guépards et en 2018 moins de 25 000 lions africains. Les girafes, elles, sont passées de 180 000 à moins de 80 000 en 15 ans…
On se dirige vers une sixième extinction, la précédente date de 66 millions d'années.
Le constat de la destruction des abeilles est acté, trois néonicotinoides sont interdits, mais des dérogations pourront être prises… L'interdiction du glysophate est repoussée à cinq ans par l'Union européenne. Il ne faut pas fâcher les gros agriculteurs en les privant de pesticides et d'engrais.
Plus d'un million d'espèces pourraient disparaître encore si rien ne change.

Puis les médias…

Il faut attendre 2017, pour que les phénomènes exceptionnels soient reliés au dérèglement climatique.
Des périodes de pluie et d'orages violents avec des pluies torrentielles provoquent des inondations en Europe, au Nouveau Mexique, aux États-Unis, en Asie notamment en Inde, au Japon.
Des longs épisodes de sècheresse intense suivies d'incendies dévastateurs détruisent de nombreux hectares de forêts en Grèce, en Suède, en Californie, au Portugal…
Des glaciers fondent. Un village du Groenland est même évacué à cause de la dérive d'un iceberg.
Des ouragans se déchaînent. L'été 2017 connaît Irma, le plus fort jamais mesuré dans l'Atlantique et Harvey avec ses pluies diluviennes sur le Texas. Et en 2018, Jebi frappe le Japon et les îles Marianne et Mangkhut Hong Kong et la Chine continentale, Michael dans le Golfe du Mexique atteint la Floride.
Des tsunamis dévastent des terres entières en Indonésie.

L'année 2018 n'est pas en reste…
Les températures sont anormalement élevées dans l'hémisphère nord avec ses conséquences meurtrières sur les humains et la nature : en avril 2018, le Pakistan a enregistré une température de 50,2°.
L'été 2018 voit des périodes de températures caniculaires en Europe, le record de température a été battu le 17 juillet en Laponie, 31,6° et 40° en septembre au Portugal.
En France, c'est l'un des trois étés le plus chaud du siècle. Des températures dépassant les 25° perdurent encore en octobre… 2018 est ainsi l'année la plus chaude depuis le début des relevés en 1900 en France.

… ni 2019
En France, l'hiver 2019 offre une amplitude des températures très importantes proches de la normale le matin, mais dépassant les 16° voire les 18 ° l'après-midi… sous un soleil éblouissant. Le

mois de février est plus chaud que le mois d'avril, par exemple à Brest 22 ° puis – 1,9°.
Aux USA, des pluies inhabituelles. En mars, une vaste dépression bat des records de plus de 100 ans dans plusieurs États provoquant orages et vent violent rabattant la neige et le blizzard. Les couches de neige record, les barrages de glace dus aux arrivées d'air doux sur des régions gelées, les pluies très importantes sur des sols saturés d'eau provoquent d'importantes inondations.
En Iran, les inondations touchent 31 provinces, 76 morts en un mois, les dégâts s'élèvent à environ 2 milliards d'euros.
.Au Mozambique, les fortes pluies du cyclone Kenneth d'une extrême violence menacent la population.
Au Canada, des inondations près de Montréal, les crues dépassent celles de 2017 et provoquent la rupture d'une digue.
En Scandinavie, la chaleur et sécheresse perdure, beaucoup de départs de feu font craindre le prochain été.
Et on est au premier quart de l'année !

… et les citoyens

2018, une année charnière. Des marches pour le climat s'organisent depuis le 8 septembre dans de nombreuses villes à travers le monde pour exiger des gouvernements qu'ils agissent rapidement contre le dérèglement climatique. Elles vont se succéder régulièrement.
Fin décembre, une pétition « L'affaire du siècle » – pour soutenir l'action en justice contre l'État français pour le climat – regroupe presque 2 500 000 de signataires en France.
Un collectif « Les enseignants pour la planète »[1] soutient les actions des lycéens et étudiants « Nous appelons tous nos collègues, du primaire, du secondaire et du supérieur, enseignants, agents, personnel administratif… à participer à la grève internationale des étudiants et des lycéens le 15 mars prochain et à reconduire le mouvement jusqu'à obtenir les changements profonds qui s'imposent. »[2]
Ces marches vont se succéder régulièrement dans le monde et en France.

Le mouvement des gilets jaunes
En septembre 2018, le gouvernement annonce son intention d'augmenter de 11,5 % la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) à partir du 1er janvier 2019. Ces taxes sur les carburants (TICPE et TVA) constituent 60 % du prix des carburants, mais elles ne participent que très partiellement au budget de la transition énergétique, cette hausse ira donc presque exclusivement au budget général de l'État.
Suite au débat public sur la programmation pluriannuelle de l'énergie, la commission nationale du débat public avertit, mais sans résultat, le gouvernement : la hausse pénalise surtout « les plus dépendants et les plus captifs aux énergies fossiles ». Sans surprise, un mouvement social appelle à manifester contre la TICPE le 17 novembre, ainsi plus de 3 000 sites sont occupés sur tout la France. Il s'installe dans la durée avec des blocages de routes et de ronds points.
En effet, un grand nombre de Français se sentent délaissés par les pouvoirs publics. Trois personnes sur dix estiment vivre dans un territoire abandonné géographiquement et en dehors des métropoles, mais aussi socialement. De plus, la limitation de vitesse à 80 km/heure est très mal acceptée dans les campagnes et les zones périurbaines.
Ces personnes subissent quotidiennement les difficultés liées à l'emploi, aux transports, aux soins… Elles endossent leurs gilets jaunes, une manière de passer de l'invisibilité de leur situation à la visibilité de leur action.
Rapidement les revendications s'élargissent aux domaines sociaux et politiques. La défiance vis-à-vis des élus, des institutions, des syndicats et de médias s'exprime, jusqu'à demander la démission d'Emmanuel Macron.
Le mouvement des gilets jaunes prend vie et tous les samedis des manifestations (appelées actes)

ont lieu sur les territoires et également à Paris. Face à l'ampleur du mouvement, le gouvernement renonce à la hausse de la TICPE et en décembre, Emmanuel Macron annonce quelques mesures et lance en janvier un grand débat national (par Internet et sur les territoires).
Plus de 60% des Français soutiennent le mouvement, cette sympathie baisse un peu, en raison sans doute des violences de certains, mais elle reste à 51 % début janvier 2019.
Lors des manifestations, les réponses policières sont très violentes, elles utilisent les lanceurs de balle de défense (LBD) et les grenades de désencerclement. Beaucoup de blessés graves avec des mutilations à vie.
Mais le mouvement ne faiblit pas et tous les samedis, il bat le pavé.

La mobilisation de la jeunesse
En septembre 2017, une jeune Suédoise Greta Thunberg[3] de 15 ans manifeste pendant trois semaines devant le Parlement au lieu d'aller en cours, pour demander au Premier ministre de suivre les Accords de Paris. Elle continue chaque vendredi et twitte avec le hashtag #ClimateStrike. Le 15 mars 2018, elle appelle à une grève mondiale des écoliers. D'autres jeunes la suivent et ainsi chaque vendredi est jour de grève scolaire. Ce mouvement s'étend à d'autres pays.
En Belgique : la mobilisation commence le 20 novembre, à l'initiative d'élèves de l'École européenne de Bruxelles qui poste un événement sur Facebook. Ainsi, une centaine d'étudiants se réunissent sur un rond-point de Bruxelles, dans le quartier de la Commission européenne.
Le 10 janvier, chaque jeudi des milliers de jeunes font la grève scolaire et battent le pavé à Bruxelles « On est plus chauds, plus chauds que le climat ! ». Si les cortèges sont mixtes, le mouvement est initié par des filles. En fin de cortège, des retraités les accompagnent « Une terre à vivre pour nos petits-enfants ».
En Australie, trois collégiennes[4] de 14 ans témoignent de leur quotidien avec des événements climatiques exceptionnels « Notre gouvernement est censé nous protéger, pas détruire nos chances d'avoir un futur sans danger», elles interpellent les politiques «Il est temps de nous écouter ». Le vendredi 7 septembre 2018, les écoliers sont en grève avec des pancartes pour contester le projet d'exploitation de mine à charbon et demander au gouvernement de se tourner vers les énergies renouvelables. Le vendredi 30 novembre, des milliers d'écoliers, collégiens et lycéens font grève simultanément dans plus de vingt villes. Le Premier ministre n'apprécie pas, il veut « moins d'activisme dans les écoles ».
Au Canada, le vendredi 7 décembre, des élèves manifestent dans neuf villes : Sudbury, Vancouver, Victoria, Winnipeg, Fredericton, Ottawa, Toronto, Kingston et Kitchener. A Vancouver, cinquante adolescents terminent leur marche devant le bureau du ministre de l'environnement, pour demander un changement de stratégie sur le climat. L'organisatrice, Rebecca Hamilton, 16 ans déclare : « Le changement climatique va avoir un impact sur notre futur mais nous ne pouvons pas voter, nous n'avons pas de voix. Donc c'est notre manière d'exprimer notre frustration ».[5]Une nouvelle manifestation a lieu le 16 janvier 2019 devant le Conseil municipal pour faire voter une motion reconnaissant l'état d'urgence climatique à Vancouver. Une élève de 14 ans, Lilah Willimson lit un discours devant les élus qui voteront ensuite la proposition à l'unanimité.
Aux Etat-Unis, s'inspirant de la jeune Suédoise Greta Thunberg, des milliers de jeunes militants écologiques s'activent pour que l'environnement soit un sujet majeur de la primaire démocrate et de la présidentielle de 20120.
Cette mobilisation de la jeunesse se répand en Allemagne, aux Pays-Bas, en Suisse, en Irlande et au Royaume-Uni. Ils sont de plus en plus nombreux à faire la grève scolaire un jour par semaine pour espérer sauver leur avenir. Pour eux, les adultes n'ont pas pris la mesure de la catastrophe à venir et ne prennent pas les mesures qu'il faudrait.
En France, la première journée de grève scolaire a lieu le vendredi 15 février 2019. Suite au « Manifeste de la jeunesse pour le climat »[6], cinq cents étudiants, malgré les blocages des forces de l'ordre se sont assis devant la porte du ministère de la transition écologique. Ils réclament la proclamation de l'état d'urgence écologique par le gouvernement « Moins de riches, plus de ruches !

», car l'Accord de Paris non seulement n'est pas respecté, mais n'est pas assez ambitieux.
Chaque semaine, ils donnent une « leçon » au gouvernement pour qu'il revoit, corrige… les mesures qu'il prend.
Première leçon de la jeunesse :
« *Pour ce vendredi 15 février, nous proposons au gouvernement de réviser les bases avec une première leçon.*
Le dérèglement climatique ainsi que les bouleversements sociaux et environnementaux auxquels nous nous confrontons nécessitent une considération systémique et ne peuvent se réduire au périmètre du ministère de la Transition écologique et solidaire. C'est pourquoi nous appelons le gouvernement français à prendre ses responsabilités et à déclarer l'état d'urgence écologique et sociale afin de débloquer un plan interministériel à la hauteur des risques encourus.
Cet état d'urgence devra faire un constat clair de la situation dans laquelle nous nous trouvons en reconnaissant l'ampleur des dérèglements enclenchées par nos activités tout en mentionnant le manque de moyens déployés jusqu'à maintenant. Il devra notamment consister en une communication intense sur le sujet via la diffusion de spots d'information publics et l'instauration de programmes scolaires à la hauteur des enjeux, ainsi qu'en l'inscription dans l'article 1 de la Constitution du fait que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique, sociale, solidaire et écologique. »
Suite à cet état des lieux, une réaction immédiate devra être entreprise.
Nous appelons le gouvernement à débloquer des moyens exceptionnels et contraignants pour s'engager dans la voie d'une réduction annuelle de 4 % d'émissions de gaz à effet de serre afin s'aligner sur l'Accord de Paris et de lutter contre le dérèglement climatique et ses conséquences sur notre monde.
Si le gouvernement persiste dans son manque de volonté et maintient ses notes aussi proches de 0, un conseil de discipline sera organisé pour envisager une réorientation.
Face à la catastrophe, cet enseignement est celui de notre futur, l'échec n'est donc pas une option. Nous saurons vous le rappeler incessamment.
Nous donnons rendez-vous à tous les grévistes, ce vendredi 15 février à 14 heures, devant le ministère de la Transition écologique et solidaire pour le premier rendu des copies. »
Tous les vendredis, une leçon est publiée, elles sont toutes consultables sur le site Reporterre dans la tribune « Les Camille de la grève de la jeunesse pour le climat »[7].
Les actions et les marches se succèdent… le ministre de la transition écologique François de Rugy se « félicite que des jeunes et beaucoup d'autres citoyens » demandent « qu'on en fasse plus pour le climat », mais il affirme que l'écologie passe surtout par des « actions individuelles ».

Mais que font les États ?

L'Accord de Paris sur le climat fait suite aux négociations tenues lors de la COP 21 en novembre et décembre 2015. Approuvé par l'ensemble des 195 délégations le 12 décembre 2015, il entre en vigueur le 4 novembre 2016 – trente jours après sa ratification par au moins 55 Parties représentant 55 % des émissions de gaz à effet de serre. Une aide climatique est prévue pour les pays en développement avec un plancher de 91 milliards d'euros.
Mais « à tout moment après un délai de trois ans à partir de l'entrée en vigueur de l'accord pour un pays », celui-ci peut s'en retirer, sur simple notification. Ainsi, le 1er juin 2017, Donal Trump annonce la sortie des États-Unis de l'Accord de Paris, avec comme motifs : il va « tuer 2,7 millions d'emplois » et « désavantager l'économie américaine ».
En novembre 2017, 196 sur les 197 pays reconnus par l'ONU signent – ou s'engagent à signer – l'Accord de Paris qui est surtout une déclaration d'intentions, sans aucune mesure coercitive.
Pour la première fois, le devoir des États à « respecter, promouvoir et prendre en compte les droits humains » est inscrit dans le préambule de l'Accord : « Reconnaissant la priorité fondamentale consistant à protéger la sécurité alimentaire et à venir à bout de la faim, et la vulnérabilité

particulière des systèmes de production alimentaire aux effets néfastes des changements climatiques ».
Mais le texte ne les y oblige pas. Le principal engagement est de contenir le réchauffement climatique sous le seuil des 2 °C, donc de poursuivre les efforts pour limiter la hausse des températures à 1,5 °C (article 2).
La recherche de la neutralité carbone est donc essentielle, elle vise à trouver l'équilibre entre l'émission de gaz à effet de serre et les réservoirs naturels et artificiels qui absorbent le carbone en circulation dans la biosphère nommés « puits de carbone » (forêts, océans et techniques de capture et stockage du carbone). Le plafonnement mondial des émissions de gaz à effet de serre « dans les meilleurs délais » quant à lui, est exprimé dans l'article 4 : « En vue d'atteindre l'objectif de température à long terme énoncé à l'article 2, les Parties cherchent à parvenir au plafonnement mondial des émissions de gaz à effet de serre dans les meilleurs délais, étant entendu que le plafonnement prendra davantage de temps pour les pays en développement. »
Pour calmer le réchauffement climatique, il faudrait que les émissions mondiales de CO2 se stabilisent d'ici 2030 et diminuent ensuite fortement, sinon il s'accélèrera et se poursuivra au-delà de 2100 (temps de résidence du CO2, mémoire océanique, etc.). Et c'est très mal parti, depuis l'Accord de Paris, non seulement les émissions de CO2 ne se stabilisent pas, mais elles augmentent.
Les chiffres du bilan énergétique de 2017 du G20 (États représentant 80% de la consommation d'énergie dans le monde) sont désolants et indiquent davantage de consommation d''énergie avec plus de charbon, de gaz et de pétrole, et donc plus d'émissions de CO2.
Pour limiter la hausse de la température moyenne planétaire aux 2°C visés, il aurait fallu une réduction annuelle de 2,9% des émissions à partir de 2015 et jusqu'en 2050 pour le G20. Entre 2015 et 2017, il n'y a eu que des hausses et leur réduction annuelle devrait passer à 3,5%. Une progression infernale, plus le G20 produit d'émissions de CO2, plus il doit les diminuer les années suivantes… comme c'est impossible, la hausse de la température moyenne planétaire est actée !
Les États signataires de la COP 21 font des efforts à condition qu'ils ne touchent pas à leur croissance économique, le fait que la Terre soit un espace fini ne les concerne pas. Les intérêts immédiats l'emportent sur les décisions à prendre aujourd'hui pour sauvegarder demain l'environnement et assurer la vie sur Terre dans 50 ans. Leurs gouvernements ne pensent pas à la population, notamment les enfants qui vont subir fortement les dérèglements climatiques et leurs conséquences, dont les catastrophes dites « naturelles ».
Un premier bilan d'étape avec la définition de règles de fonctionnement, de vérification et de transparence sur le respect des engagements des États a lieu lors de la COP24 du 3 au 14 décembre 2018 à Katowice en Pologne.
Ni le président français Emmanuel Macron, ni son Premier ministre Edouard Philippe ne daignent se déplacer pour l'ouverture de la COP 24, journée réservée aux chefs d'État. Le ministre de la transition écologique François de Rugy est absent lors des négociations politiques la semaine suivante. Il préfère participer au Conseil national des professions de l'automobile, c'est sa secrétaire d'État qui le remplace… mais elle repart quatre jours avant la fin des débats.
Avec le retrait des États-Unis (14% des émissions mondiales de gaz à effet de serre) de l'Accord de Paris, et le refus du président climato sceptique du Brésil Jair Bolsonaro d'accueillir la COP 25 comme prévu en 2019, l'Union européenne est attendue pour prendre le leadership et faire avancer les négociations. Elle a élaboré une feuille de route « vers une économie à faible intensité de carbone à l'horizon 2050 », mais qui ne contient aucun engagement visant à atteindre la neutralité carbone. Elle présente peu d'indications précises sur la manière dont les objectifs définis peuvent être atteints sur le long terme et les données spécifiques pour augmenter la part des énergies renouvelables et l'efficacité énergétique font également défaut.
Un premier bilan global de l'Accord de Paris aura lieu en 2023, puis tous les cinq ans.

Mais déjà…
La Chine et les États-Unis, responsables de la moitié du CO2 relâchée dans l'atmosphère par

l'activité humaine ont augmenté leurs émissions de CO2.
Le Royaume-Uni a diminué ses émissions de 3,7 %, car il a remplacé ses centrales au charbon par celles au gaz naturel tout en développant les énergies renouvelables ce qui a permis à la consommation européenne de baisser de 0,7 %, mais globalement, l'humanité a rejeté plus de CO2 : +1.6 % en 2017, +2.7% en 2018. Les raisons principales : le nombre de véhicules a augmenté de 4% par an avec peu d'électriques et le carburant utilisé par l'aviation commerciale a bondi de 27 % en 10 ans.
Outre les émissions directes, il faut prendre en compte la déforestation (5 milliards de tonnes de CO2 équivalent par an) et les puissants autres gaz à effet de serre (méthane, etc.).

Les bonnes excuses de la France
La forte progression du trafic routier en raison des faibles prix des carburants.
Des véhicules neufs qui consomment plus que prévu et des voitures électriques qui peinent à séduire les automobilistes.
La France reste complice des traités de libre-échange, mais ils vont à l'encontre ce qu'on est censé réaliser en termes d'économie d'énergie pour la planète : ils entraînent, de fait, le développement des échanges commerciaux et du fret international. A lui seul, le transport maritime est déjà responsable de 7 % des émissions de CO2 mondiales. Avec cette croissance des échanges mondiaux, ce taux devrait être multiplié par quatre d'ici 2050.
Rien non plus à propos de la taxe européenne sur les transactions financières, sur laquelle Emmanuel Macron s'est engagé, mais devant ses partenaires européens, il se rétracte en prétextant le Brexit pour reculer l'instauration de cette taxe. Son produit, de l'ordre de 20 milliards d'euros annuels, aurait pu être en partie affecté à la transition écologique et à l'aide à l'adaptation au changement climatique des pays pauvres.
Le choix de mesures n'est-il donc qu'une « variable » économique et politique ?
Le 28 août 2018, Nicolas Hulot démissionne un an, trois mois et treize jours après son entrée au gouvernement et ses trop nombreux renoncements. Un nouveau ministre de la transition écologique est nommé, François de Rugy.

Le grand débat national lancé par Emmanuel Macron pour apaiser, voire affaiblir le mouvement des gilets jaunes se termine. Le 8 avril 2019, le premier ministre Édouard Philippe présente la synthèse des différentes contributions. Le 25 avril, avant l'acte 24 de la mobilisation, lors d'une conférence de presse, le Président s'adresse aux Français pendant une heure et annonce les mesures qu'il compte prendre. Il aborde la question de la transition écologique au bout de quarante minutes pour annoncer rapidement la création d'une Convention réunissant 150 citoyens tirés au sort qui aura comme première mission de réfléchir sur le climat et celle d'un Conseil de défense écologique pour mettre au cœur des politiques l'urgence climatique. Tout est à venir, pas de mesures concrètes pour agir contre le dérèglement climatique…

A suivre

1] Sur Internet : [https://www.facebook.com/Enseignantes-pour-la-planète-813358025670187/

2] Pour rejoindre l'appel : [https://act.350.org/sign/appel-des-enseignantes-pour-la-planete/?

3] Son discours lors de la 24e conférence des Nations unies sur le climat à Katowice, en Pologne : [https://www.youtube.com/watch?v=Bypt4H8K5dI

4] Tribune publiée sur le site du Guardian : [https://www.theguardian.com/commentisfree/2018/nov/29/climate-change-is-the-biggest-threat-to-our-futures-not-striking-from-school

5] Sur CBC News : [https://www.cbc.ca/player/play/1391983683888

6] Manifeste : [https://reporterre.net/Manifeste-de-la-jeunesse-pour-le-climat

7] Tribune avec les différentes leçons : [https://reporterre.net/spip.php?page=memeauteur&auteur=Les%20Camille%20de%20la%20gr%C3%A8ve%20de%20la%20jeunesse%20pour%20le%20climat